

05.11.2009 09:07

MAW5914

## - G e s p e r r t b i s 10.00 U h r -

Wirtschaftsverbände empfehlen Ja zur Spezialfinanzierung Luftverkehr = Bern (AP) Mehrere Schweizer Wirtschaftsverbände haben am Donnerstag in Bern für ein Ja zur Spezialfinanzierung Luftverkehr geworben. Diese sei sachgerecht und diene der Kostenwahrheit, sagte economiesuisse -Präsident Gerold Bühler. Ein wettbewerbsfähiger Luftfahrtstandort sei für die exportorientierte Schweizer Wirtschaft von grosser Bedeutung. Mit einem Ja zur Spezialfinanzierung Luftverkehr am kommenden 29. November profitiere künftig derjenige Verkehrsträger von der Kerosinsteuer, der diese generiere, sagte Bühler. «Das ist verursachergerecht, dient der Kostenwahrheit und ist im Interesse eines konkurrenzfähigen Luftfahrtstandorts Schweiz», fügte der Präsident des Wirtschaftsdachverbands economiesuisse an. Die Vorlage verursache keine Steuer- oder Abgabenerhöhungen. Robert Gubler, Vorstandsmitglied des Schweizerischen Gewerbeverbands sgV sagte, die Ja-Parole seines Verbandes sei auch eine Ja-Parole für Arbeitsplätze in KMU. Die Luftfahrt schaffe hier nämlich zahlreiche Arbeitsplätze. Es handle sich nicht um Subventionen für den Luftverkehr, sondern um eine sachgerechte Verwendung bereits bestehender Mittel, betonte auch Paul Kurrus, Präsident von Aerosuisse. Die Vorlage vermindere eine unerwünschte und schädliche Marktverzerrung auf ordnungspolitisch lupenreine Weise. Bernhard Karrer, der Direktor des Flughafens Sitten, erläuterte, dass die jährlich rund 44 Millionen Franken Einnahmen aus der Spezialfinanzierung in die drei Bereiche Sicherheit vor Terroranschlägen und Entführungen, Umweltschutz sowie technische Sicherheit investiert würden. Von einem Ja zur Vorlage profitierten deshalb Passagiere, Bevölkerung, Umwelt und Wirtschaft. Bitte Sperrfrist beachten Ende ap/st/m

05.11.2009 12:17  
MAW6828

## Les milieux économiques disent oui au financement spécial

Il profitera à la sécurité du transport aérien et à des mesures en faveur de l'environnement  
Berne (AP) Les milieux économiques soutiennent le financement spécial en faveur du trafic aérien soumis au peuple le 29 novembre prochain. C'est un pas vers la vérité des coûts: en votant oui, le produit de l'impôt sur le kérosène profitera à l'aviation et non au trafic routier, a expliqué jeudi Gerold Bühner, président d'économiesuisse. Or, un secteur aérien concurrentiel est essentiel pour une économie suisse axée sur les exportations. Ce projet va renforcer le secteur aéronautique sans introduire d'impôts ou de taxes supplémentaires, se félicitent les représentants de l'économie. Robert Gubler, membre du comité de l'USAM, a relevé que le "oui" de son association est un "oui" aux emplois dans les PME où le transport aérien crée nombre de places de travail. Il ne s'agit pas de subventionner le trafic aérien mais au contraire d'utiliser les moyens à disposition de manière adéquate, a souligné Paul Kurrus, président d'Aerosuisse. Le financement spécial de l'aviation vise à éviter des distorsions du marché néfastes à la concurrence. Sécurité et environnement Les quelque 44 millions de francs de recettes annuelles doivent être investis dans trois domaines: la lutte contre le terrorisme et les détournements, la protection de l'environnement et la sécurité technique, a précisé Bernhard Karrer, directeur de l'aérodrome de Sion (VS). Il estime que ce financement spécial profitera aux passagers, à la population, à l'environnement et à l'économie. Le montant prélevé pourrait par exemple financer des programmes de formation du personnel de sécurité ou la pose de fenêtres antibruit. Actuellement, la moitié des recettes de l'impôt sur les carburants d'aviation est affectée à la caisse générale de la Confédération et l'autre au financement spécial pour le trafic routier. Ce qui ne correspond ni au principe de la vérité des coûts ni à celui du pollueur-payeur. Le financement spécial doit permettre de couvrir en partie les tâches de sécurité technique et éviter que les aéroports régionaux n'augmentent leurs taxes. Les régions concernées profiteront de ces activités économiques alors que le montant prélevé ne sera pas perceptible pour le trafic routier sur l'ensemble de la Suisse. AP st/pc